



Dans leur lutte acharnée pour le pétrole, les pays occidentaux sont déterminés à détruire le Soudan

Par [Sergei Balmasov](#)

Mondialisation.ca, 07 mars 2009

[Pravda](#) 7 mars 2009

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Crimes contre l'humanité](#),
[Pétrole, Gaz de schiste, Énergie](#)



L'Occident cherche à légaliser le démembrement du Soudan. La Cour Pénale Internationale de La Haye a émis un mandat d'arrêt contre le Président soudanais, Omar Hassan al-Bashir.

Le Président est inculpé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. C'est la première fois dans l'histoire de La Haye que des accusations sont portées contre un chef d'État.

Le Président soudanais a été accusé de crimes contre les tribus du Darfour, une région à l'ouest du pays. D'énormes gisements de pétrole brut ont été trouvés sur le territoire du Darfour, là où habitent les trois tribus. Ces tribus ont lancé une lutte d'indépendance en 2003. Le gouvernement a répondu par des mesures adéquates. Les opérations de combat sont caractéristiques des deux côtés par leur cruauté. Les Janjaouid, un groupe d'hommes armés au Darfour, a brûlé des villages entiers dans les territoires rebelles. Les rebelles ne sont pas tendres non plus.

Selon l'ONU, plus de 2,7 millions de personnes sont devenues otages de la crise du Darfour. Le nombre des victimes est évalué entre 300 et 400 mille. Le contingent de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies et de l'Union Africaine a été déployé au Soudan en 2007. Cependant, il n'a pas fait cesser la violence.

Cette affaire a commencé le 14 juillet 2008. Le Tribunal de La Haye n'a pas trouvé assez de preuves pour accuser al-Bashir de génocide. Luis Moreno Ocampo, procureur du Tribunal à l'époque, avait déclaré qu'il pourrait démontrer l'implication de Bashir dans un génocide. Il se référait aux témoignages de plus de 30 « témoins. »

Le Soudan n'a pas l'intention de livrer son Président, à La Haye. Bashir, qui ne reconnaît pas sa culpabilité, a proposé aux juges de manger le mandat qui ne vaut pas l'encre de son impression. Bashir a déclaré que l'Occident est déterminé à arrêter le développement de son pays.

Vladimir Anokhin, vice président de l'Académie des Sciences Géopolitiques, a déclaré à la Pravda que, par sa décision, le tribunal de La Haye montre un manque de respect absolu envers l'Organisation des Nations Unies. « Il existe des documents qui restreignent le statut du tribunal. Le Soudan ne reconnaît pas en outre sa légitimité. Par conséquent, aucun fonctionnaire de l'administration soudanaise ne peut être livré, » a dit cet expert.

Des milliers de gens sont descendus dans les rues de la capitale du Soudan pour soutenir leur Président.

La majorité des États arabes, dont l'Égypte, l'État arabe le plus important à la frontière du Soudan, a condamné les actions isolées du tribunal de La Haye. Les rebelles ont applaudi le mandat d'arrêt et déclaré que Bashir doit se tenir debout dans la salle d'audience et prouver lui-même qu'il n'est pas coupable, s'il n'est effectivement pas coupable.

L'Occident a aussi approuvé la sanction. Robert Wood, porte-parole du Département d'État, a déclaré que quiconque commettant des crimes contre l'humanité doit être traduit en justice. Il a continué en disant que toute action contre la population civile et contre les intérêts des États étrangers au Soudan devrait cesser.

C'est avant tout au sujet du pétrole. Selon des estimations d'experts, les réserves pétrolières du Soudan pourraient dépasser celles de l'Arabie Saoudite. Les puissances étrangères ont détruit le plus grand pays d'Afrique au cours des dernières années en soutenant le mouvement rebelle. Le Sud-Soudan a été séparé dans les années 90 grâce au concours des pays occidentaux.

Les événements au Darfour se déroulent selon un scénario similaire. L'Occident projette de créer au moins quatre pays dans un.

Article original en anglais: [Western states determined to destroy Sudan in fierce fight for oil](#), Pravda, le 6 mars 2009.

Traduction : Pétrus Lombard.

La source originale de cet article est [Pravda](#)
Copyright © [Sergei Balmasov](#), [Pravda](#), 2009

Articles Par : [Sergei Balmasov](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca